

## **RAPPORT FINANCIER - BUDGET 2022 DU PCF**

Adopté à l'unanimité par le Conseil national

Chers camarades,

Je vais m'efforcer de vous présenter ce matin notre projet de budget 2022 et vous donner des éléments de compréhension de nos moyens dans la situation politique où nous nous trouvons.

Je souhaite commencer par saluer Denis Rondepierre, notre trésorier national, empêché pour des raisons de santé, d'effectuer cet exercice comme les années passées. Je lui souhaite un prompt rétablissement en notre nom à toutes et tous.

Les éléments budgétaires que je soumets à votre sagacité ont été débattus et adoptés à l'unanimité par le comité exécutif national.

Des documents vous sont distribués ce matin, j'aurais à les commenter dans mon intervention. Avant d'en arriver à ce point, je souhaiterais poser le cadre dans lequel notre budget a été élaboré et en partie exécuté.

Hier nous avons eu de longues discussions concernant l'analyse de la situation politique et la préparation de notre congrès. J'ai entendu beaucoup d'appréciations, d'opinions, d'idées quant aux finalités que notre parti doit poursuivre dans la période qui s'ouvre.

J'ai l'habitude de le dire : les moyens du parti sont justifiés par les finalités politiques, ils sont au service de la souveraineté des communistes. Nos moyens impliquent l'ensemble du corps organique et matériel de notre parti : nos adhérents, nos élus, nos électeurs, nos biens, les actifs dont nous disposons au niveau national, départemental, et dans nos sections.

Ce sont aussi différents organismes et outils de publication pour lesquels nous consacrons des moyens humains et financiers. Les idées, les initiatives, l'activité quotidienne de notre parti sont soutenues par l'ensemble de ces moyens.

Nos finalités et nos moyens sont indissolublement liés. Les questions de l'unité du parti, de son autonomie, de son influence réelle dans la société ne peuvent être comprises sans tenir compte de la manière dont se présente ce que j'appelle le corps organique et matériel de notre parti.

Notre parti est une exception notable dans le paysage politique français voire international.

C'est le plus vieux parti de France, celui qui a la plus importante présence territoriale avec toutes ses fédérations et plus de 1000 sections. Avec 630 maires communistes et apparentés. Plusieurs milliers d'élus de tous niveaux répartis sur le territoire.

Le débat que nous avons comparant la situation politique dans les campagnes et dans les zones urbaines mériterait d'ailleurs d'être posé concernant nos propres positions électorales, notre organisation et la répartition de nos adhérents, cotisants et sympathisants selon les critères géographiques, sociologiques et démographiques.

J'attire l'attention sur le fait que l'électorat de 2017 et celui de 2022 sont du point de vue tant quantitatif que qualitatif très différent. La disparition en haut de la pyramide des âges de la classe d'âge ayant connu l'immédiat après-guerre et l'augmentation très importante des jeunes issus du baby-boom de l'an 2000, qui votent pour la première fois en présidentielles doivent être finement analysés avant de comparer les électors respectifs à gauche, à droite et à l'extrême droite. Cela doit guider également notre analyse du corps organique et matériel de notre parti.

Je le dis en passant, pour montrer la complexité du débat auquel nous devons nous attaquer, deux tiers de l'ensemble de nos élus exercent leur mandat dans un territoire dit rural. 151 villes communistes de plus de 5000 habitants.

L'essentiel de nos villes de plus de 20 000 habitants est en Région Parisienne ou dans les nouvelles métropoles. Comparativement aux dernières municipales si nous avons perdu des villes où nous exerçons le pouvoir, nous disposons d'un nombre beaucoup plus important d'élus dans les exécutifs de grandes villes Nancy, Montpellier, Strasbourg, Marseille etc : des métropoles émergentes où nous pesons sur la conduite des politiques publiques. Dans les intercommunalités qui aujourd'hui dessinent les nouveaux territoires ruraux et périurbains, le nombre de nos élus s'est renforcé y compris dans les exécutifs. Qu'est-ce qu'une commune rurale aujourd'hui dans ce contexte d'intercommunalité ? Qu'est-ce qu'une ville de banlieue dans les métropoles ? De fait, souvent nos élus se positionnent en renforçant leur place et leur rôle politique. Ainsi, nous existons dans la conduite et l'exercice du pouvoir dans près de 80 départements. Cette implantation locale est un atout dans cette période pour porter des ambitions en matière de reconquête et du renforcement du PCF, pour peu que nous examinions cela en sortant des schémas caducs.

La question cruciale de conquérir le pouvoir, de l'exercer et de le garder au service du peuple nous est plus que jamais posée. Dans des conditions tout à fait nouvelles. Cela a un impact direct sur nos moyens.

Les moyens du parti comme vous le savez ont trois sources : les cotisations et les souscriptions, les indemnités des élus, l'aide public.

\* Je vous invite à lire un article dans Marianne qui a été consacré à nos finances, un article qui nous décerne les palmes de parti politique le mieux géré de France. Cet article montre très clairement notre différence essentielle avec des mouvements comme la république en marche où la France insoumise. Ces deux mouvements sont extrêmement dépendants de l'aide public et des souscriptions. Notre budget, a contrario, est essentiellement assis sur les cotisations des adhérents, les souscriptions et les indemnités des élus. L'aide public représente autour de 10 % de nos ressources.

\* Sans l'apport de nos adhérents et de nos élus notre parti ne pourrait pas exister. Et si le parti n'existe pas, il est compliqué de porter les idées qui sont les nôtres. La philosophie qui a guidé la gestion des moyens de notre parti depuis le congrès de Tours a été de faire en sorte de préserver l'autonomie et la sécurité du parti pour nous mettre à l'abri des aléas électoraux et des attaques du capital et de l'État bourgeois à son service avec l'ensemble de ses institutions. La stabilité de notre capacité de financement autonome a été une constante de toutes les directions successives. Les différents secrétaires nationaux, quelles qu'aient été leurs sensibilités et leurs choix, ont eu à cœur le souci de préserver cette stabilité qui est la condition principale de l'existence d'un parti révolutionnaire qui ne peut se permettre d'être aventureux en cette matière.

Je vous le disais : le PCF est une exception tout juste tolérée par le système parce que nous le combattons sans une once de naïveté.

Nous ne pouvons compter ni sur la bienveillance du pouvoir ni sur celle des autres forces politiques pour nous défendre dans la lutte des classes. C'est même tout l'inverse qui est vrai surtout dans une situation trouble comme celle que nous traversons avec un pouvoir prêt à tout pour survivre et opérer à cette fin, comme l'a dit hier notre camarade Frédéric Boccara, un changement de régime dans un sens autoritaire. Nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes, notre unité et notre vigilance collective pour tenir ferme. C'est d'ailleurs, à mon sens, avec cette fermeté que nous devons avancer dans l'indispensable action de rassemblement à gauche et dans le pays.

J'en viens maintenant à la présentation de nos comptes dans ce contexte particulier. Nous avons eu à présenter cette année deux comptes à la Commission Nationale des Comptes de Campagne et de Financement Politique (CNCCFP). Nos comptes consolidés comme chaque année et les comptes de la campagne des présidentielles. Plusieurs centaines d'écritures à réaliser et à vérifier, tous les actes de campagnes à justifier par des factures et attestations à récupérer auprès des fédérations et des sections.

Vérifier et contrôler l'ensemble des opérations et les présenter en temps et en heure à la CNCCFP tient de l'exploit. Les équipes amoindries du pôle moyens et financier se sont dépensées sans compter pour le réaliser. J'ai demandé à Serge Leblond, qui a la responsabilité de la consolidation de nos comptes, et à Nathalie Brickx, qui a coordonné les comptes de la campagne des présidentielle, d'être présents ce matin avec nous. Sans leur investissement et celui de toute l'équipe, nous n'aurions pas pu surmonter cette situation critique qui était de nature à remettre en cause l'existence de notre parti. Je souhaite les remercier en notre nom à toutes et tous. Je vous annonce également qu'à partir de la rentrée Serge, après de longues années de bons et loyaux services passera, au fur et à mesure, la main à Nathalie qui aura en charge la consolidation des comptes 2022 que nous discutons aujourd'hui.

Le document que vous avez devant vous est une présentation politique de nos comptes, assez distinct de ce que nous déposons à la CNCCFP. C'est le compte du Conseil national, extrait de nos comptes qui comportent les comptabilités des fédérations, des sections, des SCI ainsi que d'autres organismes entrant dans le périmètre de la consolidation. Ce budget n'est pas indépendant du reste mais y est intimement lié comme nous le verrons. Cela rend sa présentation compliquée.

La trésorerie nationale a la responsabilité des comptes consolidés nécessaires au maintien de notre certification de parti politique : ce qui nous donne la faculté de bénéficier de l'aide publique et de faire bénéficier nos cotisants et nos donateurs de l'abattement fiscal.

Pour autant la trésorerie nationale consolide en les intégrant des écritures émanant des fédérations et des sections ainsi que des sociétés civiles immobilières. Si la relation entre les fédérations et la trésorerie nationale n'est pas suffisamment fluide et que les fédérations ne disposent pas des moyens pour la bonne tenue des comptes, cela a des conséquences lourdes sur la conformité des actes que nous produisons nationalement devant la CNCCFP. C'est vrai pour la consolidation des comptes nationaux : régulièrement nous nous heurtons à des difficultés d'organisation dans les fédérations qui doivent faire face à des difficultés parfois très lourdes mais aussi à des incompréhensions. Je pense notamment à l'idée que déclarer à la trésorerie nationale l'état des SCI pourrait permettre à ce que la direction nationale s'approprie les biens des sections ou des fédérations. Je le redis, la direction nationale n'a ni l'intention ni les moyens d'une telle appropriation. En revanche, le défaut de déclaration peut avoir des effets nuisibles sur le parti national.

J'appelle solennellement les fédérations à coopérer avec nous, dans l'intérêt supérieur du parti.

Nous avons eu à faire également à des difficultés d'organisation avec les fédérations concernant les comptes des présidentielles.

Les équipes ont dû harceler les responsables fédéraux, pourtant informés des obligations très en amont, pour obtenir les éléments nécessaires au dépôt en bonne et due forme des comptes. Je remarque cela non pas pour pointer de la mauvaise volonté mais pour attirer l'attention sur les difficultés d'organisation des fédérations. Nous y sommes très attentifs avec mon camarade Igor Zamichei, avec qui nous avons supervisé ensemble les opérations complexes de cette période. Je tenais à saluer ce travail commun de coordination qui n'a pas été de tout repos, ni pour lui, ni modestement pour moi.

Nous aurons, dès cette année, besoin de renforcer notre équipe de manière à disposer des compétences supplémentaires auprès des fédérations pour mieux organiser le travail de consolidation de la source jusqu'à la finalisation des écritures. Nous avons l'obligation de mettre en place des procédures extrêmement rigoureuses. Pour mieux travailler à notre organisation. Mais aussi, pour les raisons que je citais plus haut pour nous mettre à l'abri de toute tentative de déstabilisation s'appuyant sur les prétextes administratifs, dans la période qui s'ouvre.

Le document qui vous est présenté pose le budget réalisé en 2021 et le projet de budget 2022. Nous les présentons ensemble pour des raisons d'abord politiques. Car les deux budgets sont intimement liés par la séquence des présidentielles.

Nous voyons d'un côté les sommes que nous avons réservées pour cette campagne en 2021 et leur dépense en 2022. C'est pour cela que le projet de budget 2022 apparaît en première lecture déficitaire de 752 000 euros. Cependant, du point de vue des recettes les deux budgets étant solidaires, nous reportons le résultat très positif de 2021 sur notre projet de 2022. Ce que nous ne faisons pas d'habitude. Car cela ne correspond pas à la présentation que nous faisons à la CNCCFP, ni à l'état de notre trésorerie, ni à celle de nos dettes réelles. Le résultat positif de 2021 ne devrait pas nous induire en erreur. Il est essentiellement dû à la période Covid qui nous a permis de faire des économies éphémères dues au ralentissement de notre activité. Cette activité depuis a repris. Elle est évidemment susceptible de produire à l'avenir des résultats déficitaires comme cela a été le cas dans les années avant le Covid. Nous devons donc continuer et ancrer une gestion rigoureuse de nos moyens tout en répondant aux besoins des finalités politiques telles qu'elles sont définies par la souveraineté des communistes et leurs directions. Nous sommes convenu ainsi, au comité exécutif national, de consacrer un temps de discussion approfondi d'ici la fin de l'année pour préparer les orientations budgétaires 2023.

Du point de vue de nos moyens, notre investissement matériel dans la campagne des présidentielles a été ambitieux et en même temps rigoureusement maîtrisé. Les documents que vous avez en votre possession le montrent : nous avons décidé de consacrer entre 2 800 000 à 3 000 000 € à cette campagne, pour notre candidat, Fabien. L'investissement du parti sous différentes formes s'élève comme vous voyez à plus de 4 millions d'euros. L'effort est considérable. Aucune demande de la direction de la campagne des présidentielles n'est restée sans satisfaction durant cette période. Et je salue l'équipe de campagne ainsi que la direction du parti pour l'esprit de responsabilité et d'intelligence politique dont nous avons fait preuve collectivement. Nous n'avons pas fait apparaître dans les comptes les prêts des fédérations à hauteur de 800 000 euros, car il aurait fallu mettre en face les 800 000 euros de remboursement de l'État. Mais sachez que cette dette est établie.

Dans le budget global maintenant quelques remarques sur le chapitre des produits.

### 1) **La souscription nationale**

En 2021, elle a été de 1 364 119 euros. Un très bon résultat. La mobilisation pour les présidentielles a été un élément mobilisateur important. Nous avons inscrit un objectif à 1 000 000 d'euros. Ce qui est, en absence d'échéances nationales, un objectif ambitieux.

2) **Les cotisations** qui sont, comme je l'ai dit, la ressource qui nous distingue en tant que parti des autres mouvements politiques et qui est un indicateur important de l'état de santé du parti, a été de 1 963 532 euros en 2022. Nous inscrivons 1 900 000 euros pour 2022.

Cette somme correspond au 1/3 des cotisations perçues par les fédérations et qui doivent être remboursées au national selon nos règles. Cependant, comme vous le savez, ce versement ne se fait pas intégralement. Parce que les fédérations ne reversent pas tout ou partie du 1/3 de cotisations, souvent parce qu'elles sont confrontées à des difficultés de trésorerie qui les en empêchent. En tous cas, cela constitue l'essentiel des dettes à percevoir par le CN et contribue à notre déficit chronique. Cette dette s'accumule et devient non-recouvrable du fait des difficultés des fédérations et de l'ancienneté. Nous avons à faire face aux remarques des commissaires aux comptes et de la CNCCFP depuis plusieurs années concernant ces dettes non recouvrables et cela nous pose des problèmes de régularité d'écriture. On nous incite à les annuler. Ce qui est un jeu d'écriture sans incidence réelle sur nos comptes. Mais pour cela nous devons avoir un résultat positif dans nos comptes. C'est le cas en 2021, pour les raisons que je vous ai exposées. Ainsi, nous avons décidé d'opérer ce jeu d'écriture cette année en déduisant de nos résultats 832 000 euros de dettes, datant essentiellement d'avant 2004, devenues non recouvrables. Afin d'éviter ce genre de problème nous travaillons à des relances et à un suivi régulier des fédérations.

### **3) Le chapitre financement public**

En 2021, nous avons touché 1 970 783 euros, calculés sur le nombre de voix obtenues au premier tour des élections législatives de 2017 et du nombre de nos députés. Ceci, indépendamment du versement des indemnités.

En 2022 cette somme ne bouge pas.

Mais pour 2023, une baisse d'environ 150 000 euros par an est prévisible. La base de calcul sera les voix obtenues en 2022. Nous perdons environ 100 000 voix et gagnons un député. Ce qui limite nos pertes qui sont modestes au regard de la situation politique que nous avons traversée à l'occasion des élections législatives.

Pour le budget 2024 nous devons aussi surveiller de près l'impact des échéances sénatoriales de 2023 sur l'aide publique que nous percevons.

### **4) Les indemnités des parlementaires**

Nous avons reçu en 2021, 473 250 euros de versement d'indemnités de la part de nos parlementaires. Il existe des disparités et des situations particulières dont nous tenons compte. En 2022, nous avons inscrit la même somme. Mais, le montant définitif sera élaboré en fonction de la discussion que nous aurons avec les présidents des deux groupes au Sénat et surtout à l'Assemblée nationale où les changements les plus notables ont eu lieu. Nous avons une règle vertueuse unique : pas d'enrichissement personnel par les mandats électifs. Cette règle, nous continuerons à la faire vivre.

Sur le chapitre des dépenses pour finir

### 1) **Le Conseil national**

Nous intégrons comme une augmentation de nos dépenses le passage aux réunions présentiels de nos réunions du Conseil national comme aujourd'hui. Nous passerons en 2022 de 30 000 à 80 000 euros. L'année prochaine cela risque d'être plus important car nous intégrons seulement une demi-année de réunions présentiels.

### 2) **Le congrès**

Nous réservons 80 000 euros cette année, le reste sera sur le budget de 2023. A hauteur environ de 400 000 euros.

### 3) **Les salariés du CN**

Au CEN, il a été demandé d'avoir une vision de la répartition des 25 salariés du CN par poste. Nous tenons à votre disposition ce document. Nous avons 1,7 millions d'euros de charges de personnel. Notre équilibre en année habituelle implique que nous arrivions à 1,5 millions d'euros. Nous continuerons à travailler dans le sens de cet objectif. Évidemment, une amélioration durable de nos ressources pourrait nous permettre de réviser cet objectif.